

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-
durable.gouv.fr

Auxerre, le 10/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

publié sur 

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AXEREAL

1 route de Vaudeurs
89320 Coulours

Références : 250021
Code AIOT : 0005401672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AXEREAL implanté 1 route de Vaudeurs Les Faubourgs 89320 Coulours. Cette inspection s'inscrit dans le cadre du PPC (Programme Pluriannuel de Contrôle) de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AXEREAL
- 1 route de Vaudeurs Les Faubourgs 89320 Coulours
- Code AIOT : 0005401672 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site est un silo de collecte et de stockage de céréales relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées.

Contexte de l'inspection : Risques accidentels | Risques chroniques

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Air, Bruits et vibrations, Déchets, Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 11.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
4	Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 27.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
5	Installations électriques et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
6	Enregistrement	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 3	
7	Mesures de protection-explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	
8	Mesures de protection-Découplage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	
9	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	
11	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 21	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


L'inspection a constaté plusieurs non-conformités majeures qui feront l'objet d'une proposition d'un arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 3	
Thème(s) : Situation administrative Classement des installations	
Prescription contrôlée : Le site est classé : 2160-1 (A): Silos et installations de stockage en vrac de céréales, pour un volume total de stockage de 17 350 m ³ (supérieur à 15 000 m ³) 2260-1 (D) : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels pour une puissance installée de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation de 83,5 kW (supérieure 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW)	
Constats : Suite à la modification des rubriques 2160 et 2260 de la nomenclature des installations classées, le site relève désormais de: 2160-2 (A): Silos et installations de stockage en vrac de céréales 2- Autres installations, pour un volume total de stockage de 17 350 m ³ (supérieur à 15 000 m ³). Par ailleurs, le site n'exploite pas d'installations d'ensachage, qui avaient initialement été déclarées sur l'ensemble des sites CAVAP pour possiblement couvrir les activités de criblage/ tamisage effectuées par les nettoyeurs à grain. De ce fait le site n'est plus classé au titre de la rubrique 2260-1 : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 11.4.2	
Thème(s) : Risques accidentels Bassin de confinement	
Prescription contrôlée : Article 11.4.2 - Bassin de confinement Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normale, ce bassin est maintenu vide. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.	
Constats : Le site ne dispose pas d'un bassin de confinement. L'exploitant a transmis, en février 2019, une note technique pour demander l'abrogation de cet article de son arrêté préfectoral. En effet, selon l'exploitant, il y a une possible inadéquation de la prescription compte tenu que le site stocke uniquement du grain et non des produits phytosanitaires. Dans ces conditions, il s'interroge sur le caractère « pollué » d'éventuelles eaux d'extinction d'incendie. Dans le cas d'un départ de feu non maîtrisable en interne, la quantité limitée des eaux d'extinction utilisée tomberait dans le pied d'élévateur. Ce dernier servirait de rétention. De même, les 2 fûts de produits de désinsectisation, présents sur un bac de rétention dans le silo représentant un volume total inférieur à 400 l se déverseraient, également dans le pied d'élévateur. Ce dernier servirait de rétention. Toutefois, aucun dimensionnement de ce volume, ni le caractère étanche de ce pied d'élévateur n'a été justifié, le jour de la présente visite.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'un équipement de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales pour son site.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Avec suites	


Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription
--------------------------------	---

Proposition de délais :	6	Mois
--------------------------------	---	------


N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 16		
Thème(s) : Autre Plan des réseaux		
Prescription contrôlée : Contrôle et suivi des effluents (eau) : Article 16 - Enregistrement: Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention, de la pollution des eaux, sont les suivants : - plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ; - résultats des contrôles de rejets ; - justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.		
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant n'a pas justifié d'un plan des réseaux pour son site.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'un plan de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 3 Mois		


N° 4 : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 27.5		
Thème(s) : Risques accidentels Moyens de secours et d'intervention		
Prescription contrôlée : Sécurité - Moyens de secours et d'intervention Article 27.5 -Moyens matériels : L'établissement doit être doté au moins : - d'une colonne sèche de lutte incendie dans le silo, - d'extincteurs adaptés aux risques judicieusement répartis sur l'installation. Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances, conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.		
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant n'a justifié d'aucune colonne sèche de lutte contre l'incendie dans le silo.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'une colonne sèche de lutte contre l'incendie dans le silo,		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais :	3	Mois


N° 5 : Installations électriques et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 28		
Thème(s) : Risques accidentels Installations électriques et extincteurs		
Prescription contrôlée : Article 28- Contrôles Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an. Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.		
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé le 20/03/2024 par EUROFEU. Les installations électriques ont été vérifiées le 11/06/2023. Le certificat Q18 relatif à cette vérification, présenté le jour de la présente visite, ne mentionne aucun écart. Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié de vérification de ses installations électriques au titre de l'année en cours.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de respecter la fréquence annuelle de vérification des installations électriques de son site.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		


N° 6 : Enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2000, article 29		
Thème(s) : Risques accidentels Enregistrement		
Prescription contrôlée : Article 29 -Enregistrement : Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants : <ul style="list-style-type: none">- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 24 ;- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;- rapport de contrôle des installations électriques prévu à l'article 28 ;- plans d'intervention prévus à l'article 27.4 ;- registre des consignes prévu à l'article 27.3.		
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a justifié de : <ul style="list-style-type: none">- un plan des zones à risque d'explosion ;- une liste actualisée des équipements dans les zones où des atmosphères explosives peuvent apparaître. Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié d'une liste actualisée des locaux classés à risques d'incendie (BE2).		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier d'une liste actualisée des locaux classés à risques d'incendie (BE2) pour son site.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		


N° 7 : Mesures de protection-explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	
Thème(s) : Risques accidentels Mesures de protection-explosion	
Prescription contrôlée : Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;• ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.	
Constats : Le rapport des installations électriques de 2017 transmis suite à la visite d'inspection du 09/11/2017, justifie de l'adéquation de ces appareils au regard du zonage qu'ils occupent.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 8 : Mesures de protection-Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	
Thème(s) :	Risques accidentels Mesures de protection-Découplage
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...] • et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non-enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.	
Constats : L'exploitant a justifié, suite à la visite d'inspection du 09/11/2017, du bon dimensionnement de la trappe métallique faisant office d'événements de décharge ou de paroi « soufflable ».	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 9 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	
Thème(s) :	Risques accidentels Nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
Constats : La situation de propreté du site est satisfaisante. Cependant, la centralisation de l'ensemble des informations dans un même registre ne permet pas de cerner l'exhaustivité des opérations de nettoyage. Ce carnet de maintenance ne donne pas une vision globale du nettoyage des installations.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 10 : Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14		
Thème(s) : Risques accidentels Conditions d'ensilage		
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.		
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré que les cellules métalliques (C7, C8, C9, C10, C11, C12 et C13) disposent de sondes thermométriques, mais les cellules béton (C1, C2, C3, C4, C5 et C6) ne sont pas équipées de sondes.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de sondes thermométriques pour les cellules béton de son site.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/04/2004, article 21	
Thème(s) : Risques accidentels Protection contre la foudre	
Prescription contrôlée : « Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. « L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] « Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.	
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté une copie du rapport de vérification des installations de protection contre la foudre de son site, réalisée par SOCOTEC, en date du 22/10/2024. Ce rapport indique qu'aucune non-conformité n'a été relevée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	